

# Jusqu'à quand va-t-on nous tondre?

écrit par Raphaël Pomey | 25 juin 2022

Quel conservatisme! Elle est aussi un peu beauf parce qu'il lui arrive de regretter une période où l'on pouvait fumer des cigarettes à la chaîne, écouter du rock sans évaluer le politiquement correct des paroles, et rouler sans casque à moto. Cette classe est la mienne, la classe moyenne – même si je n'ai jamais touché un véhicule à deux roues.

Parce que nous ne vivons pas dans une «bulle protégée», dicit le conseiller aux États zurichoïsis Ruedi Noser (PLR), les élites politiques ne se précipitent pas tellement pour la soutenir, cette classe sociale. Qu'elle paie son essence à des prix totalement indécents n'y changera rien, d'ailleurs: l'État ne peut arroser tout le monde, vous comprenez... Oui on comprend bien, et ce n'est d'ailleurs pas ce qu'on lui demande. En réalité, on aimerait simplement que, à l'instar de certains pays voisins, nos bons maîtres cessent de nous tondre quelques instants, via une diminution des taxes sur les carburants, par exemple.

Il est vrai qu'on ne peut mettre la transition écologique en stand-by. Il est vrai peut-être aussi que la stabilité de notre modèle vacillerait si l'on innovait en ne renvoyant plus les gens du commun vers les joies du «M-Budget» et du «Prix Garantie». Il y a déjà tellement de causes subalternes à soutenir, où irait-on si on faisait un geste fort pour la majorité de la population?

Une fois de plus, ma classe sociale est certainement disposée à faire l'effort. Mais de grâce, tant qu'à nous laisser nous appauvrir, au moins qu'on cesse de nous expliquer qu'il faut renoncer à manger de la viande matin, midi et soir pour

soigner nos économies, comme a pu le faire Guy Parmelin dans les colonnes de Blick. On veut bien admettre que l'on n'intéresse plus grand monde, mais de là à supporter qu'un ministre de l'Économie nous apprenne à gérer les nôtres, d'économies, il va falloir nous initier assez largement à la méditation transcendantale. Et sûr que ça plomberait encore un peu plus les finances publiques.